

Livre noir 2

du Groupe Giardino – Armée suisse 2011

Dr. sc. techn. Franz Betschon, Colonel EMG

Livre noir du Groupe Giardino – Deuxième partie

Après la publication du livre noir, première partie, Giardino attendait en fait une réaction du DDPS. Il devait en effet être apparu clairement aux gens de ce département que les nouvelles critiques à l'encontre de l'armée dépassaient le courant normal. Avec les amères vérités présentées, Giardino a accompli lui-même une partie de l'inspection générale de l'armée qui était réclamée. A Berne, il semble que l'on préfère choisir la voie de l'attente, ceci d'autant plus que les politiciens responsables préfèrent se concentrer sur la bataille électorale et ne désirent pas être dérangés. Le monde sacré de l'armée suisse continue d'être présenté dans les organes spécialisés. Leurs rédacteurs dépendent en fin de compte du bon vouloir du DDPS. A l'exception de l'ASMZ, aucune place n'est mise à disposition pour publier un point de vue contraire.

En leur qualité d'officiers de milice ou de carrière, les membres de Giardino ont tous consacré de nombreuses années de leur vie à servir dans les forces armées de notre pays. Ils sont en mesure de s'imaginer ce qui doit être compris comme rapport prix/prestation pour notre armée. Ceci d'autant plus que le nombre de jeunes officiers encore actifs adhérant à notre société s'accroît.

Giardino interprète le silence du DDPS, de la politique et de certains produits de la presse comme une approbation confuse. Dans tous les cas, cela se révèle régulièrement entre 4 yeux; entre plus de 4 yeux, personne ne continue à vouloir être le porteur des mauvaises nouvelles. Comme on est ainsi prêt à accepter la mauvaise nouvelle de l'indisponibilité opérationnelle de l'armée (livre noir – première partie), et que l'on dispose toujours à cet effet d'une légende (manque de moyens !), Giardino se pose la question suivante : qu'en est-il de l'état de préparation à la guerre des unités encore équipées, après que le DDPS ait lui-même, de sa propre volonté, modifié sa mission constitutionnelle de sorte que le CdA puisse continuer de déclarer: l'armée remplit toutes ses missions ! Combien a-t-il été effectivement économisé dans le domaine de la défense et dans quelle mesure ne s'agit-il que de lamentations à un niveau élevé ?

Giardino a aussi étudié ces questions à ses propres frais et par ses propres recherches, sans que le DDPS n'y ait contribué concrètement. De par les nombreuses réactions et déclarations, nous parvenons à la conclusion que les résultats de nos travaux sont volontiers lus et, précisément, agréés implicitement. Giardino n'exige rien de plus que «la nouvelle loyauté» (Cf Maurer lors de l'émission Arena du 8.10.2010). Ainsi, le contribuable suisse devrait aussi être prêt à supporter les dix ans nécessités pour la réparation, d'autant plus qu'il attend également que le DDPS en tire sur le plan interne les conséquences de tous genres. Les seules annonces d'enquêtes administratives qui ne sont suivies d'aucun acte ne devraient plus suffire.

Dr sc. techn Franz Betschon, colonel EMG

1. Introduction

Les réflexions ci-après doivent une nouvelle fois résonner de manière extrêmement désagréable dans les oreilles des citoyens suisses. En leur qualité d'officiers de milice ou de carrière, les membres de Giardino ont tous consacré de nombreuses années de leur vie à servir dans les forces armées de notre pays. Ils disposent ainsi des connaissances spécifiques nécessaires pour être en mesure de juger l'état de l'armée.

Il y a peu de temps, l'édification de l'Armée XXI a été décidée pour des raisons idéologiques et non pas rationnelles. Elle récolta ainsi les applaudissements de ceux qui veulent supprimer l'armée et des politiciens bourgeois qui ont été abusés. « L'idéologie tend à dénier des réalités. » a écrit justement l'ancienne conseillère nationale Suzette Sandoz dans la « NZZ am Sonntag ».

Une difficulté supplémentaire réside dans le fait que le DDPS n'a pratiquement pris aucune disposition pour réfuter les pressentiments les plus graves de Giardino et les transforme en idéologie derrière un écran de brouillard. Durant une année électorale, les politiciens responsables sont intéressés en premier lieu à un silence sur le « front de l'armée » et croient plus volontiers les apaisements du DDPS. **Ainsi, tout continue de se jouer sur le dos des militaires encore actifs qui tentent malgré tout d'accomplir leur devoir avec dévouement.**

La raison pour laquelle le premier Livre noir du Groupe Giardino a été publié réside dans le fait que les instances compétentes ont refusé de donner suite à la demande du Groupe Giardino d'ordonner la cessation de **la destruction de matériel**, ce qui n'aurait rien coûté. Nous demandons également de mettre en œuvre une **inspection générale** de l'état de l'armée suisse 2011, laquelle aurait pu être utilisée par tous les cercles intéressés du DDPS et de la politique. Cela aurait permis un flux ordonné de la cacophonie des opinions et des allégations des politiciens chargés de la sécurité au sujet de la décision parlementaire sur le rapport sur l'armée.

Le Groupe Giardino était d'autant plus apte à le faire que, curieusement, de nombreuses informations très sensibles du DDPS n'étaient pas classées ou alors connues publiquement. Cela rappelle à Giardino qu'auparavant déjà, il était soupçonné que le secret n'était plus maintenu de manière suffisamment rigoureuse par le DDPS. Cela est notamment apparu par le fait que, soudain, des entreprises de conseils, avant tout également étrangères, voulaient résoudre des tâches en grand style pour AXXI, ce qui constituait un nouveau phénomène dans l'histoire de l'armée suisse, **alors que suffisamment de capacités propres et novatrices étaient auparavant disponibles pour ces tâches.**

2. Dépenses pour la défense du pays après la fin de la guerre froide

Sous cette rubrique, des jeux de chiffres devant démontrer l'énorme pression pesant sur le DDPS et sa volonté d'économiser sont continuellement publiés. Il n'est pas possible de comprendre pourquoi les dépenses fédérales qui augmentent de manière sur-proportionnelle donnent au DDPS un droit de croître autant dans la même mesure. Il n'est également pas possible de comprendre pourquoi ces dépenses doivent être mesurées par rapport au produit social brut ou au renchérissement. La capacité de production de notre économie, dépassant la moyenne, conduit à un produit social brut des plus élevé du monde et ne peut justifier aucune exigence correspondante du DDPS. L'annexe 8.1 à ce rapport indique que les dépenses pour la défense du pays ne se sont pas modifiées de manière importante entre 1990 et 2009. **Il n'est pas évident de voir où il faudrait réaliser des économies.** Si l'on compare ces chiffres avec la prestation de l'armée qui a dramatiquement chuté durant cette période (voir ci-dessous), chaque lecteur peut se faire sa propre image.

3. Etat de préparation de l'armée 2011

Le fait que, jusqu'à nouvel avis, elle ne puisse plus mobiliser, comme le Cf Maurer l'a déclaré le 7 mai à Sempach, constitue la première déclaration de faillite de notre armée. L'AWM (communauté de travail pour une armée de milice efficace et assurant la paix) dont Giardino fait partie a formulé sous peu ce que signifie une capacité de mobiliser : « en l'espace de quelques heures, un grand nombre de soldats » doit être disponible. Toutes les instances qui décident ont « pris connaissance de cela par ouï-dire ». Les solutions de remplacement aussi ne sont pas convaincantes.

Après la publication du Livre noir, première partie, nous avons enregistré beaucoup de contributions de discussions, mais également d'autres indications qui, soudain, apportaient une nouvelle lumière, bien que soupçonnée, sur la disponibilité opérationnelle de notre armée.

Il est par exemple annoncé pour les TLM (est-ce que cette formulation existe toujours ?) que, à partir du moment de l'entrée en service, il faut compter avec les laps de temps suivants jusqu'à la mise sur pied de guerre :

- Section rec 13 semaines
- Section chars 14 semaines
- Section gren chars 20 semaines
- etc.

L'instruction des formations n'a à cet effet pas encore été accomplie. Les autres armes ne devraient qu'à peine parvenir à d'autres valeurs. Nos déclarations antérieures selon lesquelles la mise sur pied de guerre n'est plus atteinte dans l'espace de trois semaines comme auparavant mais seulement après 3 à 6 mois est ainsi confirmée officiellement. C'est la deuxième déclaration de faillite du système actuel ! Cette grave réalité est encore entachée par une nouvelle légende (encore une légende !) disant qu'il en a toujours été ainsi et que les « anciens » ne font que transformer le passé. Les commandants d'A61, même s'ils ne sont pas membres de Giardino, pourront unanimement réfuter ces faits. Une grave perte de knowhow au sein du DDPS se manifeste ici. Cette perte résulte non seulement du fait qu'il est aujourd'hui possible de sauter des échelons de conduite importants dans l'armée mais surtout parce qu'une volonté de résistance est apparue contre les enseignements que l'on pouvait tirer des anciennes armées. On éprouve le sentiment de sécurité de ne jamais devoir se soumettre à un test de stress.

Conséquence : notre armée n'est plus disponible opérationnellement et encore moins prête à une guerre et l'on en arrive à la question de savoir comment elle veut encore se justifier.

Il faut ici une fois encore attirer l'attention sur le chapitre 4 de la première partie de ce Livre noir, « Le développement de la sécurité extérieure de la Suisse ». Il traite aussi du désarmement du continent européen à la lumière de la violente guerre économique déjà engagée et de la lutte à l'échelon mondial pour les ressources qui conduit à une **vraisemblance accrue de conflits militaires**. Si les Européens n'y participent pas directement, le sol européen peut aussi être impliqué et l'Europe être appelée à en payer les frais. Une Suisse désarmée peut au minimum être forcée de payer une contribution et d'abandonner une partie de son bien-être.

4. Valeur combattive de l'armée 2011

La question suivante que nous nous sommes posée est de savoir si le petit reste de matériel de l'armée est encore en état de servir au combat, pour autant qu'il puisse être engagé (voir ci-dessus). A cet effet, nous nous sommes souvenus d'une méthode qui était utilisée auparavant pendant une phase déterminée du développement de l'armée, la **méthode de valeur combattive**.

Cette méthode avait en son temps été développée par le col EMG Bruno Nüsperli (anciennement EM div camp 5) et soutenue par un chef EM et un SCOS, et plus tard également expédiée aux archives par un autre SCOS. Bruno Nüsperli connaissait très bien les limites de cette méthode qui furent mises en évidence par des gens qui ne s'étaient jamais donné la peine de comprendre la philosophie de base. Cette méthode pourrait encore aujourd'hui être utile comme engin de gymnastique, mais une conduite de combats programmable n'a jamais été son but. **Aujourd'hui, des simulateurs sont de nouveau utilisés pour l'entraînement de décisions tactiques, p. ex. le système ELTAM à Thoun, etc..** Il en va de même pour la formation de forces de conduite civiles dans les Business Schools au moyen de simulateurs d'entreprises, ceci également avec succès.

Il en allait donc en premier lieu de la saisie des moyens de combat qui sont importants pour les combats terrestres (de l'armée) et aériens (de l'armée de l'air). Les années 1992 et 2011 ont servi de bases de comparaison. Les moyens pour l'année 1992 sont disponibles en tout temps. Pour l'année 2011, les chiffres doivent être péniblement réunis. Les valeurs de combat pour les moyens importants ont été définies lors d'une deuxième étape en prenant soin qu'elles se situent entre elles dans un rapport raisonnable. Comme aucun engagement dynamique ne doit avoir lieu, d'autres critères comme le terrain, etc. qui pourraient remettre en question le résultat d'ensemble ne jouent aucune rôle.

Ainsi que l'on s'y attendait, l'affaiblissement de l'armée de l'air par l'abandon des chasseurs-bombardiers Hunter et la forte réduction des canons antiaériens laissent aussi des traces dans la capacité de combat terrestre de l'armée. Il en résulte l'image générale suivante pour ces deux années :

	1992	2011
Potentiel de combat terrestre, en pourcent	25'252 100%	7'085 28%
Aptitude à la guerre (3 semaines)	100%	0%
Potentiel de combat aérien en pourcent	7'435 100%	1'992 27%
Aptitude à la guerre de l'armée de l'air	100%	50%?
Nombre d'officiers généraux	124	74
Dépenses défense nationale fédérale	~6 Mia CHF	~5 Mia CHF

Cela signifie qu'en 2011, le potentiel de combat terrestre de l'armée représente encore 30% (armée de l'air 26%) comparativement à l'année 1992 ; l'aptitude à la guerre de l'armée doit être estimée à 0. Ceci avec une mission constitutionnelle inchangée et avec des coûts pratiquement inchangés !



Pour l'armée de l'air, elle dépend de l'état clair des moyens de guerre aérienne qui n'est jamais maintenu à 100% (sur le plan international, env. 50%) et qui a été estimé. Pour une capacité à la guerre, une capacité opérationnelle est présumée à partir de l'état (dans les 24 à 48 heures) et un temps d'entraînement supplémentaire de la durée d'un CR.

Pour toutes les mesures de réduction outre une baisse des coûts au sein du DDPS, ce sont toujours les mêmes arguments supplémentaires et stéréotypés qui ont été utilisés, lesquels ne peuvent pour la plupart pas être contrôlés. Tout d'abord avec une mention sur trop peu de pièces de rechange. Jusqu'à l'acquisition des F/A 18, des pièces de rechange ont toujours été acquises en surnombre. Une réduction des effectifs aurait même dû conduire à une augmentation du nombre de pièces de rechange. Les coûts d'entretien trop élevés (par rapport au passé ?) ne peuvent également pas être compris. Des réductions de personnel au sein du DDPS ne sont en tout cas pas apparentes si l'on tient compte du transfert à RUAG.

En tant que patriotes, les membres de Giardino n'osent pas tirer l'ultime conclusion qui résulte de cette comparaison entre l'aptitude à la guerre et les coûts. Dans tous les cas, Giardino aura beaucoup de difficultés à mener la discussion sur l'initiative pour la suppression de l'obligation de servir.

5. Comparaison avec l'étranger

Il est ici à peine nécessaire de démontrer que le modèle des forces armées de l'Occident, en fait de l'OTAN, s'est révélé être un modèle de perdants par excellence dans la longue liste des guerres qui ont eu lieu après le changement de 1989 et que maintenant également la dernière intervention (Libye) menace d'être un échec. Malgré tout, le DDPS s'en tient à cette option fautive comme s'il était fasciné. Une orientation sur un modèle non suspect et efficace comme la Finlande, par exemple, est nécessaire. Les informations ci-après émanent d'un exposé tenu le 25.3.2011 devant la br Inf 7 par l'attaché militaire finlandais et par l'ambassade finlandaise.

	Finlande 	Suisse 
Population (2009)	5,3 Mio hab.	7,6 Mio hab.
Superficie	338'145'000 km ²	42'000 km ²
Dépenses pour la défense	3 Mia CHF	~5 Mia CHF
Effectifs saisis en 2010	430'000 Mann	193'834 Mann
Jours de service militaire par année	env. 8 Mio	env. 6,5 Mio
Personnel mil. professionnell	9'000	?
Mobilisables équipés	350'000	2'000 ? (service long et personnel prof.)
Armée chars de combat	230 (T-55, T-72, Leo2)	134 Leo2**
Forces aériennes, chasseurs	64 F/A-18 C,D	33 F/A-18 C,D, 53 F-5 E/F
Forces aér., chass. bombardiers	57 Hawk*	aucun

*) dont 20 exemplaires (simulateur inclus) livrés par la Suisse.

***) 191 sont cités dans le RA.

L'armée finlandaise compte aussi des troupes à stationnement fixe (« Territorial Forces ») qui peuvent exécuter des missions simples de combat, ceci contrairement aux forces suisses. Les troupes librement disponibles sont nommées « Operational Forces ».

En Finlande, le devoir général de servir n'est pas discuté pour des raisons de politique nationale ! Seule la défense fait l'objet d'exercices en application du principe « qui maîtrise la défense maîtrise aussi toutes choses ». Ce pays pratique des systèmes de défense au moins aussi complexes que la Suisse, possède en plus une marine de guerre. Et il ne recule pas devant l'emploi de matériel ancien, par exemple des chars T-55 dont la valeur combattive a été améliorée.

6. Modèles d'armée superficiels

Le Groupe Giardino a plusieurs fois essayé de démontrer qu'une élaboration d'un quelconque futur modèle d'armée qui devrait en fin de compte reposer sur le présent (Armée 2011) n'est pas possible sans connaître cet état actuel. La situation initiale ne fait même pas l'objet d'une unanimité au DDPS, sauf que l'on confirme l'avis de Giardino, officiellement.

Il est en fait singulier de constater comme, depuis plus d'une année, des travaux de planification pour de nouveaux modèles d'armée sont élaborés à Berne et ailleurs dans des laps de temps très brefs et de manière superficielle. Un **semblant de précision** convainc apparemment les instances politiques de décision qui devraient savoir qu'antérieurement, les mêmes travaux avaient nécessité de grands états-majors durant des années (A95, AXXI). **Le fait de devoir, soudain, même renoncer à une réserve ne correspond pas à un art militaire acquis.** C'est le Conseil fédéral qui, avec ses exigences contradictoires, a amené cette situation. Il semble que la précision au travail a atteint un bas niveau aussi dans d'autres départements. La population qui a le droit d'exiger une qualité dans la conduite est maintenant irritée.

Si personne ne veut entrer en matière sur la requête de Giardino et si l'on veut maintenir l'état actuel dans l'obscurité, il est indispensable de donner une leçon afin de réduire l'irrésolution des instances de décision et de surmonter les obstacles dans la manière de penser. **Le DDPS doit être invité à présenter de manière claire les coûts qui devraient être calculés rétroactivement pour sortir de l'état actuel de l'Armée 2011 et rétablir l'état primitif désigné par « AXXI »,** c'est-à-dire le dernier état couvert par une décision

populaire, état qui n'a jamais existé. Tous les travaux de désarmement entrepris depuis lors l'ont été de manière illégale. Il en irait pour ainsi dire d'une révocation de l'étape de développement 08/11. L'A95, la dernière armée qui a réellement existé, peut aussi servir de point de repère.

Pour l'armée décidée par le peuple le 18 mai 2003, tous les paramètres en matière de personnel, de matériel, de l'organisation et des finances devraient finalement être présentés, exactement comme pour l'Armée 95. De même, le DDPS devrait savoir en détail comment se présentent actuellement les mêmes paramètres. Giardino n'espère pas devoir fournir une aide à cette fin. Pour le DDPS, il devrait donc être facile de calculer la différence pour revenir au modèle d'Armée XXI ou 95 en partant de l'état actuel 2011. Les efforts de retour permettraient aussi de gagner le temps nécessaire pour que les spécialistes du DDPS, il en existe toujours, puissent développer un modèle d'armée durable qui ne devrait pas faire l'objet d'une révision tous les 2 ou 3 ans. Par cette proposition, Giardino souhaite ramener la discussion au niveau des réalités sans que Giardino ne reconnaisse l'ancien modèle Armée XXI comme solution.

Du point de vue actuel, la décision la plus intelligente aurait été de toute évidence le maintien de l'organisation de la structure et des déroulements de l'A95, avec des affinements uniquement par l'élimination de certains points faibles, p. ex. dans l'instruction. Cela aurait permis d'économiser beaucoup de force de combat et avant tout bien des frais.

L'Armée XXI est une armée que personne ne peut utiliser, non seulement l'OTAN mais avant tout notre pays !

7. Comment continuer ?

A la lumière des explications ci-dessus, il ne peut en aller que d'édifier une nouvelle structure de l'armée pour beaucoup d'argent. Une transformation n'est plus possible du fait que l'article constitutionnel est demeuré inchangé. Comme les partis bourgeois (du centre à l'extrême droite) sont immédiatement mis sous pression par les partisans de la suppression de l'armée s'ils envisageaient une reconversion et parce qu'ils craignent de perdre des voix lors des prochaines votations, **ils préfèrent laisser tomber l'armée par opportunisme.** Peut-être pensent-ils qu'il sera encore temps après les votations de prendre enfin des décisions courageuses. La situation est plus simple pour les partisans de la suppression de l'armée. **Pourquoi devraient-ils renoncer à cette chance qui leur a été donnée par la bêtise des partis bourgeois ?** Qu'est-ce qu'a dit dernièrement le socialiste Tschäppät de Berne ?

« Nous n'avons plus besoin de nous engager pour la suppression de l'armée, le DDPS s'en occupe lui-même ». Pour les partisans de la suppression de l'armée, une volte-face des partis bourgeois signifierait que leurs plans menaceraient de s'effondrer ; pour l'instant, ils s'effondrent dans tout le pays. Oui, que faut-il faire ? Giardino veillera à ce que tous les faits demeurent proprement conservés pour une future page de l'histoire : qui (noms !) a fait quoi quand ? Comment est-ce que les articles de la Constitution et les lois ont été appliqués ? Qui a tenté de renverser la vapeur et qui a été diffamé à cette occasion par qui ? **Jamais personne ne doit pouvoir affirmer n'avoir rien su ! Puisse le sort faire que Giardino ait eu tort, pour le bien de notre Suisse ! La probabilité se réduit cependant chaque jour.**

8. Annexes

8.1. Dépenses pour la défense nationale dans le cadre de la Confédération

1990	6,052 Mia CHF
1991	5,89
1992 et 1993	chiffre non trouvés
1994	5,078
1995	5,856
1996	4,799
1997	5,455
1998	5,399
1999	4,988
2000	5,004
2001	4,956
2002	4,788
2003	4,700
2004	4,641
2005	4,693
2006V	4,541
2007F	4,580
2008F	4,636
2009	4,500 (RA)
2011	4,413 (RA)

B = budget

PF = planification financière RA = selon le rapport sur l'armée 2010 p. 37

Où est-ce qu'il a été économisé réellement et de manière durable au DDPS ?

8.2 Moyens de combat et valeurs de combat (VC)

	VC/N.	N. 1992	VC 1992	N. 2011	VC 2011
Chart de combat aptes au duel	15	420	6'300	? 134	2'010
Idem non aptes au duel	6	400	2'400	-	-
Chars gren 93	4	300	600	521	2'084
Chars gren CV 90	6	-	-	186	1'116
Chasseurs de chars	8	279	2'232	110	880
Eg ach Dragon	4	700	2'800	-	-
Obusier blindé	10	504	5'040	? 133	1'330
Canon fort	10	? 300	3'000	-	-
Can m DCA	6	168	1'680	24	144
Canon I DCA	5	189	-	-	-
Chasseur bo. Hunter	15	80	1'200	-	-
Combat terrestre (CT, armée)			25'252		7'576
M Flab Can	8	154	1'232	24	192
L Flab Can	5	189	945	-	-
Eg DCA Rapier	8	56	448	40	320
Idem Stinger (appareils de démarrage*)	6	480	2'880	96	576
F/A-18	15	34	510	33	495
Mirage III S	10	30	300	-	-
F 5E Tiger	8	100	800	? 42	336
Chass. bomb.Hunter	4	80	800	-	-
Guerre aérienne (LK*, armée de l'air)			7'435		1'919

D'autres moyens comme avions d'observation, anciens canons, camions, matériel du génie, tubes troq, autres moyens de transport, etc. ne sont pas saisis. Les munitions et les réserves de guerre non plus.

Les données émanent du Rapport sur l'armée 2010, d'internet du livre de poche de l'armée, de I.I.S.S. et d'autres sources. L'observation de même valeur pour les avions est douteuse mais ne change rien au résultat global. Pour les armes antiaériennes radioguidées, le nombre d'appareils de démarrage (Stinger) ou de systèmes (catapultes pour Rapier) est toujours indiqué ; les armes radioguidées de ces systèmes ont cependant été acquises en plus grands nombres.

? dans les rapports signifient : selon DDPS, mais sont incertaines du fait que des données contradictoires ont été publiées.

La comparabilité entre 1992 et 2011 est valable pour autant que les valeurs de combat soient égales. On peut avoir des conceptions diverses pour déterminer les VC, les rapports entre elles utilisés n'étant certainement « pas très faux ». La recherche du nombre de pièces encore disponibles a été très difficile ; si elle était relativement simple pour 1992, il faut dire que le DDPS n'a fourni des chiffres pour 2011 qu'avec de grandes hésitations. Nous supposons que le DDPS même n'était pas réellement fixé à ce sujet. Les nombres de pièces pour l'année 2011 ne devraient toutefois également « pas être très faux », mais se situer plutôt vers la limite supérieure.

www.gruppe-giardino.ch

